Larrivé (LR) dit redouter une “immigration de remplacement en France et en Europe” (MàJ)

28/08/2019 à 16h05

> *.@GLarrive : “J’ai lu une étude de l’ONU qui envisage face à la faiblesse démographique de la France, un scénario qu’elle appelle “l’immigration de remplacement”… Ma réponse est de dire : “non, nous ne souhaitons pas ce scénario”.”#Europe1 @daviddoukhan pic.twitter.com/AEiyE1AbWi*
>
> *— Europe 1 (@Europe1) August 27, 2019*

Invité mardi soir sur Europe 1, Guillaume Larrivé a en effet déclaré ceci : *«Cet été, j’ai lu une étude de l’ONU qui envisage face à la faiblesse démographique de la France, un scénario que l’ONU elle-même appelle “l’immigration de remplacement”. Ce sont les termes exacts de cette étude de l’ONU. L’ONU a une étude qui évoque un scénario d’immigration de remplacement. Je pose la question : est-ce que nous, Français, nous assumons une immigration de remplacement ? Ma réponse, et je voudrais que ce soit la réponse des Républicains de manière très claire, c’est de dire : non, nous ne souhaitons pas ce scénario.»*

Libé

Le député Guillaume Larrivé, candidat à la présidence du parti Les Républicains, a plaidé mardi pour la suppression du «droit du sol» en France, et en faveur d’un «nouveau code de la nationalité» visant à limiter l’immigration. «Pour reprendre

le contrôle» sur le volet de l'immigration, «la France doit adopter un nouveau code de la nationalité», a estimé le député de l'Yonne au micro d'Europe 1.

Guillaume Larrivé a dit redouter une ***«immigration de remplacement en France et en Europe»***, arguant qu'*«on assiste à une poussée démographique du continent africain au moment même où la démographie en Europe est elle-même plutôt en diminution»*. *«Quand la session parlementaire sera ouverte, je proposerai une loi pour supprimer le droit du sol»*, a-t-il poursuivi. *«Je ne veux pas d'automaticité d'acquisition de nationalité liée seulement à la naissance en France et au séjour»*, a-t-il ajouté.

Pour l'élu de droite, ce système doit être remplacé par «un système en fonction de critères objectifs dont le respect de nos lois, maîtriser la langue française, respecter l'assimilation c'est-à-dire, être un Français parmi les Français». Guillaume Larrivé souhaite que cette position devienne celle des LR. Le parti LR doit choisir son nouveau président le 12 octobre entre Guillaume Larrivé, le député Julien Aubert (Vaucluse) et le chef de file des députés LR Christian Jacob, donné favori et soutenu par de nombreux cadres.

Le Figaro